

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur le multilatéralisme, les relations franco-chinoises et sur l'Union européenne, à Pékin le 26 octobre 2006.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les doyens et les professeurs,

Mesdemoiselles, Mesdames et Messieurs les étudiants,

Je remercie d'abord votre Président, Monsieur XU Zhihong, pour son accueil chaleureux et pour les paroles de bienvenue qu'il a bien voulu me réserver dans la prestigieuse Université de Beida. Merci de m'avoir invité à présenter ici, dans ce haut lieu de la modernité politique en Chine, la vision de la France et son ambition pour les relations franco-chinoises et leur avenir.

Mes chers amis,

Demain, la Chine sera l'une des plus grandes, si ce n'est la plus grande puissance du monde. Cette évolution rapide vers le progrès et la prospérité change le visage de la Chine, mais aussi la face du monde. Elle nous amène à réfléchir ensemble à l'impact de ce développement sur les équilibres politiques, économiques, culturels et écologiques de notre planète.

Beaucoup d'entre vous seront les dirigeants de cette Chine de demain. De votre comportement, de votre capacité d'imagination, de vos décisions, dépendra, non seulement l'avenir de cette Chine nouvelle, mais aussi, ne vous y trompez pas, une partie du destin du monde.

Car loin des certitudes du passé, vous vivrez dans un monde complexe, en mutations constantes, un monde fascinant et incertain à la fois.

Un monde où l'accélération des échanges entre les hommes, le progrès économique, les découvertes scientifiques et technologiques portent l'espoir de vaincre la pauvreté et de construire une conscience universelle où chaque culture prend sa place.

Mais aussi un monde marqué par le terrorisme et la volonté de certains Etats de mener des politiques de puissance reposant sur la possession d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques, en violation de leurs engagements internationaux.

Un monde paradoxal, tiraillé entre l'uniformisation et le regain des nationalismes, menacé d'un divorce entre les cultures : Occident contre Islam, laïcs contre religieux, Nord contre Sud, riches contre pauvres.

Mais un monde plein de promesses aussi pour ceux que l'histoire avait longtemps humiliés. Un monde marqué par l'émergence rapide, notamment en Asie, de nouveaux pôles de prospérité.

Un monde où la prééminence de l'Occident fait place à de nouvelles formes de modernité ancrées dans des cultures millénaires.

Un monde si complexe, si interdépendant, qu'aucune puissance ne peut désormais prétendre lui imposer sa loi.

Parce que ce monde hésite encore entre la stabilité et le désordre, parce que nous nous souvenons de ces paroles attribuées à Confucius "si deux personnes agissent comme une seule, leur force peut briser le fer", la France et la Chine se sont engagées sans relâche, ces dernières années, pour façonner une organisation politique globale qui écarte les périls et pour une responsabilité partagée dans le cadre d'institutions internationales fortes, légitimes et acceptées pour une mondialisation maîtrisée au service de l'homme dans l'harmonie, la justice et la

pour une mondialisation maîtrisée au service de l'homme sans marchandiser la justice et la solidarité.

Cette conviction a conduit la France à plaider pour une Organisation des Nations Unies rénovée et renforcée dans sa légitimité, avec un Conseil de sécurité élargi, représentatif des nouveaux équilibres du monde.

Elle nous a conduits à nous engager dans la construction d'une Europe politique, capable d'assumer ses responsabilités internationales au service de la paix.

Elle nous a conduits à vouloir établir un dialogue avec les grands pays émergents, au sein du G8 comme dans les autres enceintes où s'élabore la gouvernance économique mondiale.

Elle nous a conduits à combattre pour la reconnaissance de la diversité culturelle, notamment à travers la convention de l'UNESCO. Comment pourrions-nous travailler ensemble, efficacement, sans accepter nos différences et reconnaître l'égale dignité de nos peuples et de nos cultures, dans le respect des valeurs universelles qu'affirment les Pactes des Nations Unies sur les droits de l'Homme ?

Dans cette quête d'équilibre mondial, dans cette volonté de dialogue et d'harmonie, il y a, entre l'Europe et l'Asie, des convergences objectives, fondées sur l'expérience et la sagesse des pays de très anciennes cultures. Il n'y a pas entre nous de rivalités de puissance, mais des intérêts communs. C'est pourquoi, la France a été à l'origine des grandes initiatives visant à rapprocher l'Asie de l'Europe : la création de l'ASEM et la mise en place des partenariats stratégiques entre l'Union européenne et les grands pays d'Asie, la Chine, l'Inde et le Japon. Ou encore la ratification prochaine, par l'Union européenne, du Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est.

Mes chers amis,

Le monde a été confronté ces dernières années à des crises à l'occasion desquelles la communauté internationale s'est divisée.

J'ai le sentiment qu'aujourd'hui nous mesurons mieux l'importance de son unité qui doit s'exprimer notamment au Conseil de sécurité. Car, face aux menaces actuelles, rien ne serait pire que la division ou l'inaction. C'est cette vision de responsabilité que l'Europe et la Chine doivent porter ensemble. C'est cette vision que la France et la Chine développent dans le cadre de leur partenariat stratégique global.

Face au comportement de la Corée du Nord ou de l'Iran, le multilatéralisme doit être efficace. Ne rien faire nous priverait de toute influence, de toute crédibilité et de toute légitimité. Ne rien faire, ce serait nous résigner face aux menaces à la paix et à la sécurité internationale. Ce serait encourager la tentation de l'unilatéralisme dont chacun a pu mesurer les conséquences fâcheuses et les impasses.

Telle est la réalité d'aujourd'hui. Nos pays, épris de leur indépendance, façonnés par la résistance et le rejet de l'occupation étrangère, sont attachés au respect de la souveraineté nationale, au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures. Mais l'exigence d'une discipline collective au service de la paix et de la sécurité du monde doit nous conduire à prendre les mesures nécessaires quand un pays bafoue ses engagements et menace la paix.

Nul ne saurait tolérer qu'on se livre impunément à des exactions massives contre les populations civiles. Au Darfour, la responsabilité de protéger, que l'ONU tout entière a reconnue, doit nous rassembler et nous conduire à agir conformément aux exigences de la Charte.

Dans cet esprit de responsabilité collective, je voudrais saluer l'engagement de l'Armée Populaire de libération dans la FINUL renforcée, comme la décision de la Chine de mettre en place un centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix. Ce sont là des gestes essentiels pour l'autorité et le rôle des Nations Unies.

Mes chers amis,

L'urgence des crises politiques ne doit pas faire oublier les menaces que font peser, parfois sur la survie même de l'humanité, les autres défis globaux.

Alors que l'homme exerce une pression croissante, prédatrice et destructrice, sur la nature, une crise écologique majeure s'annonce pour demain. Les décisions et les choix de la Chine auront -du fait de sa taille et de sa croissance- un impact considérable sur le réchauffement de notre planète

et sur la préservation des équilibres environnementaux.

Or, nous savons que le modèle de développement industriel actuel, fondé sur l'exploitation sans retenue de l'environnement et le gaspillage des ressources naturelles, ne peut être appliqué à la planète entière sans nous mettre face à un très grave danger.

A quoi servirait le progrès économique si le monde devait devenir irrespirable ?

La Chine, dont chacun admire la croissance, est le premier émetteur mondial d'oxyde de soufre et le deuxième émetteur de CO2. Concilier développement, rareté des ressources naturelles et préservation des équilibres écologiques est le défi que la Chine entend relever avec son XIe plan quinquennal. C'est aussi pour cela que la France plaide en faveur d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement et qu'elle appelle la Chine à la rejoindre dans ce combat.

A travers la mondialisation, une grande partie de la Chine s'est projetée avec tout son dynamisme et son énergie dans la modernité. Ailleurs, sur d'autres continents et en particulier en Afrique, le progrès continue d'oublier des centaines, des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, relégués dans la misère, la maladie, la désespérance.

Face à l'ampleur du défi, nous ne devons pas nous résigner. Les prochains Sommets Chine-Afrique et Afrique-France seront l'occasion, je l'espère, de conjuguer nos efforts au service des pays les plus pauvres. Parce que la santé et l'accès aux soins devraient être un droit pour tous dans le monde, je ne doute pas que la Chine concrétisera bientôt son soutien au lancement de la Facilité internationale d'achats de médicaments, UNITAID.

Parce que les maladies ne connaissent pas de frontières, nous devons également, sans cesse, renforcer l'effort de coopération internationale. La mobilisation que le monde a su mener, aux côtés de la Chine dans la lutte contre le SRAS et la grippe aviaire, est exemplaire à cet égard. C'est l'un des messages que je porterai demain à Wuhan, haut lieu de notre coopération dans le domaine de la médecine et de notre lutte commune contre les maladies émergentes.

Mes chers Amis,

Jamais dans la longue histoire de nos relations, une histoire dont le général de GAULLE a écrit l'une des pages les plus fortes, nos liens n'ont été aussi denses et aussi confiants. Et notre amitié, marquée par le respect réciproque, autorise tous les projets, même les plus ambitieux.

Avec le concept de "société harmonieuse", la Chine souhaite avancer sur la voie du renforcement des droits de l'Homme, des libertés et de la démocratie, comme en témoigne son engagement de ratifier le Pacte des Nations Unies sur les droits civils et politiques.

Je suis convaincu que dans cette démarche certaines convictions françaises peuvent nourrir les réflexions de votre pays. Car, si la Chine suit naturellement le chemin propre de son génie historique et de son peuple et de sa très ancienne culture, notre modèle républicain, marqué par les idéaux des Lumières et les valeurs universelles de la Révolution française, peut être aussi source d'inspiration et d'appui dans cette marche vers la démocratie et vers les droits de l'Homme. C'est le sens de la déclaration que le Président HU Jintao et moi-même avons adoptée ce matin.

Mes chers Amis,

A vous, qui, je le répète, serez demain les responsables de la Chine, je veux dire que l'avenir n'est jamais écrit d'avance. Il dépendra de notre capacité commune à nous ouvrir au monde en dépassant les préjugés et les schémas du passé.

Je veux vous dire aussi que les défis, que vous aurez à relever demain, exigeront toujours plus de responsabilité et plus de solidarité. C'est ensemble, et non pas dans la rivalité, que les grands pôles du monde pourront construire la paix, la prospérité, l'harmonie dont l'humanité a besoin. C'est là un grand dessein pour la France, pour l'Europe, pour la Chine. Le monde compte sur chacune et chacun d'entre vous pour faire vivre ce grand dessein.

Vive la Chine !

Vive la France !

Vive l'amitié franco-chinoise !

QUESTION - Monsieur le Président, bonjour, étudiant les relations internationales, je suis très intéressée par votre discours. La France est un des pays les plus importants de l'Union

européenne et la Chine est un pays de l'Asie qui se développe très vite au point de vue économique. Concernant nos relations, il y a des gens qui ont dit que les relations entre la France et la Chine ne peuvent jamais dépasser les relations entre la France et les Etats-Unis, ni les relations entre la Chine et les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas qu'il faut poser les problèmes en termes de compétition. La France et la Chine ont beaucoup de raisons économiques, politiques et surtout culturelles d'avoir des relations profondes et constantes. Ce sont des relations qui sont essentiellement marquées par la confiance et par l'amitié. La Chine a vocation à avoir de très bonnes relations avec tous les pays du monde, et notamment avec les plus grands, ceux avec lesquels elle est en contact permanent, comme les Etats-Unis, comme les autres pays européens, au sens large du terme, et asiatiques. Je pense que la vocation d'un pays majeur dans le monde aujourd'hui, et encore plus dans le monde de demain, c'est d'avoir d'excellentes relations avec tous les pays et de les développer normalement. Dans ce domaine, je pense que beaucoup tient aussi au respect que chacun a de la culture de l'autre. Pour avoir du respect pour la culture de l'autre, il faut la connaître. J'engage tous les pays du monde à affiner leur connaissance de la culture et donc de la langue chinoise. Ce que je souhaite de tout coeur pour la France.

QUESTION - Monsieur le Président. D'abord je vous souhaite la bienvenue ici. Quelle est la recherche théorique en France ?

LE PRÉSIDENT - Nous nous efforçons de développer la recherche dans tous les domaines. Cela commence par la recherche théorique, ensuite cela se poursuit avec la recherche pratique. Le gouvernement a récemment fait voter par le Parlement une loi importante sur la recherche destinée à moderniser la recherche française, mais surtout à lui donner des moyens financiers supplémentaires. Nous avons parfaitement conscience que la recherche et l'innovation sont la clé des progrès de demain. La recherche commence par la recherche théorique, en particulier en chimie, mais aussi ailleurs, et nous essayons de faire en sorte de ne pas nous laisser dépasser.

QUESTION - Tony BLAIR, le Premier ministre britannique a déclaré que la Chine serait le pays le plus puissant du monde d'ici vingt ans. Que pensez-vous que la Chine devrait faire pour atteindre ce but ?

LE PRÉSIDENT - Je ne veux pas faire de commentaires sur ce qu'a pu dire le Premier ministre, Tony BLAIR, qui est un de mes collègues, et de mes amis.

En revanche, je sais parfaitement ce que la Chine peut faire pour assumer ses responsabilités dans le monde de demain. Je vous l'ai dit tout à l'heure : elle a vocation à être au premier rang des puissances mondiales dans le demi-siècle qui vient.

Il va de soi que cela suppose un certain nombre d'efforts au premier rang desquels figure la recherche et l'innovation. Je fais confiance à tous ces jeunes qui sont actuellement formés en Chine et qui sont parfaitement capables de relever ce défi.

Cela suppose aussi que par son comportement la Chine devienne, en quelque sorte, une référence en matière de paix et de stabilité, de développement harmonieux, comme dirait le Président HU Jintao. Je crois que cela correspond bien, d'une part, aux exigences de notre temps, mais aussi à la tradition qui est celle de la Chine de toujours. L'harmonie a toujours été recherchée, sous une forme ou sous une autre, depuis la plus haute antiquité par la Chine. C'est certainement l'une de ses forces qu'elle peut aujourd'hui mettre en valeur et donner en exemple au monde.

QUESTION - Nous savons qu'en 2005 les Français ont dit non au traité constitutionnel français. D'après vous, Monsieur le Président, ce non était-il contre le traité lui-même ou contre certaines politiques du gouvernement français ? Quel est votre point de vue sur l'entrée future de la Turquie dans l'Union européenne ?

LE PRÉSIDENT - Sur le premier point, je pense que le « non » au traité constitutionnel exprimé par une majorité de Français, et peu de temps après, par une majorité de Hollandais, exprimait non pas un « non » à l'Europe, mais me semble-t-il, un « non » à un certain fonctionnement de l'Europe. Nous en avons d'ailleurs tiré toutes les conséquences en réorientant notre action, je parle de l'Europe, en faveur du développement des projets concrets, de l'Europe des projets, qui nous est apparue, à l'évidence, plus conforme aux désirs et aux besoins des Européens, que les

nesses européennes, et finalement, plus communément aux besoins et aux soucis des Européens, que les problèmes touchant strictement les institutions qui, certes, sont des problèmes très importants mais dont il faut reconnaître qu'ils intéressent surtout les spécialistes, et notamment les politiques, beaucoup plus que l'opinion publique.

Pour ce qui concerne l'élargissement, j'ai toujours été favorable à l'élargissement de l'Europe, pour une raison simple : c'est que l'ambition de l'Europe -l'Europe est une région où l'on s'est beaucoup battu, où il y a eu beaucoup de guerres dans l'histoire-, est d'enraciner à la fois la paix et la démocratie dans l'ensemble des pays européens. A partir de là, il n'y a pas de frontières qui s'imposent. Plus la paix et la démocratie s'élargiront, de notre point de vue, mieux cela vaudra.

Donc, a priori, je suis pour l'élargissement.

Je reconnais que cela pose certains problèmes. L'élargissement suppose, sans aucun doute, une modification des institutions qui ne sont plus adaptées à Vingt-sept, comme elles pouvaient l'être à Dix ou à Quinze, et qui doivent donc être modifiées. D'autre part, cela pose des problèmes financiers, car l'élargissement coûte très cher aux pays d'origine qui assument le coût des élargissements, c'est-à-dire du développement économique des pays qui rentrent. Donc, cela doit être examiné avec les conséquences que cela comporte sur les moyens dont disposent les pays. Il y a donc des problèmes, mais a priori, je le répète, je crois qu'il faut être favorable à l'élargissement, sous la réserve que j'évoquais à l'instant.

Vous posez le problème de la Turquie, car ce problème s'est posé. La Turquie est candidate. Les pays européens, tous, ont accepté cette candidature et ils ont même décidé d'engager les négociations d'adhésion avec la Turquie. Il est certain que les habitudes de la Turquie sont assez différentes des traditions de l'Europe continentale. Et que, par conséquent, cela supposera de la part des deux parties, mais aussi de la Turquie, des efforts importants pour modifier leurs habitudes. Est-ce que nous réussirons ? Je ne peux pas vous l'assurer. En tous les cas, nous sommes favorables à cette adhésion, comme je vous l'ai dit, sous réserve que la Turquie l'accepte, le souhaite et soit capable de l'assumer.

QUESTION - Monsieur Chirac, je viens de la faculté de Physique. J'aimerais vous poser deux questions. Tout d'abord, tout le monde sait que vous aimez le football. Alors, à part l'équipe de France, quelle est votre équipe préférée ? Les activités sportives dans les relations internationales peuvent-elles jouer un rôle ? Merci.

LE PRESIDENT - Premièrement, je suis naturellement un supporter de l'équipe de France qu'il arrive, cela ne vous étonnera pas. En revanche, je n'aurais garde de répondre à la deuxième partie de votre première question car je ne veux pas désigner telle ou telle équipe nationale au détriment d'une autre, et d'ailleurs, cela change avec l'évolution du temps.

Quant au rôle du sport dans le monde moderne, il est évidemment essentiel. Nous voyons les succès extraordinaires des grandes compétitions. Vous avez parlé de football, de la Coupe du monde, c'est un élément important de la vie du monde d'aujourd'hui. Mais ce qui est encore plus important, ce sont les Jeux olympiques. Et lorsqu'en 2008, il y aura les Jeux olympiques de Pékin qui vont être une extraordinaire reconnaissance de la Chine et un extraordinaire succès - j'en suis absolument certain-, le monde entier regardera Pékin et la Chine. Cela aura une influence considérable sur la vision que beaucoup d'hommes et de femmes du monde auront de la Chine et de Pékin. Cela a une importance psychologique et politique déterminante. Je souhaite, pour la Chine, je vous le dis de tout coeur, beaucoup, beaucoup de succès. Je suis sûr que cela sera le cas des Jeux olympiques de Pékin en 2008. Et puisque j'en suis aux félicitations, je n'oublie pas qu'en 2010, deux ans après, il y aura une autre manifestation d'une immense importance, même si elle est moins sportive : l'exposition universelle de Shanghai, à laquelle je souhaite le même succès.

Je voudrais ajouter un mot. J'ai rencontré certains étudiants chinois qui m'ont dit qu'il faudrait avoir davantage de visas pour aller en France. Ils ont raison. Mais je voudrais tout de même dire, parce que cela s'intègre dans l'amitié et le respect que les Français ont pour la Chine, qu'il y a dix ans, il y avait en France 5 000 étudiants chinois. Aujourd'hui, il y en a 25 000 et on prévoit qu'il y en aura très rapidement 50 000. Plus de 8 000 visas pour études ont été données en 2006 et ce chiffre va se développer de façon importante.

Je voudrais dire aux jeunes chinois qui sont tentés de venir faire l'aventure en France : je les encourage fortement à venir en France, ils y seront bien accueillis, avec l'estime et le respect que l'on doit au peuple chinois et nous seront très heureux de les voir de plus en plus nombreux à apprendre le français.

Merci.